

Délibération n° 17-09-20

Nombre de Membres

En exercice :	25
Présents :	17
Pouvoirs :	7
Votants :	24
Absent :	1

Nombre de Voix

Voix :	37
Pour :	37
Contre :	0
Bulletin blanc :	0
Abstention :	0

Objet : Délégations au Président.

**Extrait du registre des délibérations du
Syndicat Mixte du Bassin de l'Or**

Séance du 28 septembre 2020

Le vingt-huit septembre deux mille vingt à dix-sept heures trente, le Conseil Syndical, dûment convoqué le 18 septembre 2020, s'est réuni à Saint-Just, salle René **VALETTE**, sous la Présidence de Claude **BARRAL**.

Le Président procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint, conformément aux statuts du Sympo qui prennent en compte les procurations. La séance est ouverte à 17 h 40.

MEMBRES PRESENTS

Conseil Départemental de l'Hérault

M. Claude **BARRAL**
Mme Marie-Thérèse **BRUGUIERE**
M. Yvon **PELLET**

Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or

M. Gérard **GRABIEL**
M. Bernard **GANIBENC**
M. Fabrice **PECQUEUR**
M. René **CHALOT**
M. Jean-Paul **HUOT** (suppléant – remplace M. Jean **ORTEGA**)

Communauté de Communes du Pays de Lunel

M. Florian **TEMPIER**
M. Jean-Michel **ROUX**
M. Michel **CRECHET**
Mme Dominique **LONVIS** (suppléante – remplace M. Jean-Jacques **ESTEBAN**)
M. Fabrice **FENOY**

Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup

M. Eric **BASCOU** (suppléant – remplace M. Jean-Claude **ARMAND**)

Montpellier Méditerranée Métropole

Mme Véronique **NEGRET**
M. Bruno **PATERNOT**
Mme Jackie **GALABRUN BOULBES**

MEMBRES AYANT DONNE PROCURATION

Conseil Départemental de l'Hérault

M. Renaud **CALVAT** (procuration à M. Claude **BARRAL**)
Mme Véronique **CALUEBA RIZZOLO** (procuration à M. Yvon **PELLET**)
Mme Dominique **NURIT** (procuration à Mme Marie-Thérèse **BRUGUIERE**)

Communauté de Communes du Pays de L'OR

M. Christian **JEANJEAN** (procuration à M. Yvon **PELLET**)

Montpellier Méditerranée Métropole

Mme Isabelle **TOUZARD** (procuration à Mme Véronique **NEGRET**)
M. Geniès **BALAZUN** (procuration à Mme Jackie **GALABRUN BOULBES**)
M. Jean-Luc **MEISSONNIER** (procuration à M. Bruno **PATERNOT**)

1. L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) stipule que les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité Syndical, à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du Compte Administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure prise en application de l'article L.1612-15,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la délégation de la gestion d'un service public,
- de l'adhésion de l'EPTB à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Les actes pris dans le cadre de la délégation restent soumis aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations de l'assemblée (transmission au contrôle de légalité et publication ou notification).

Le Président est, par ailleurs, tenu de rendre compte de l'ensemble de ces actes lors de chaque réunion de l'organe délibérant.

Dans un souci de souplesse, d'efficacité et d'une meilleure réactivité du Symbo notamment en matière de commande publique, le Président propose d'utiliser la faculté prévue au Code Général des Collectivités Territoriales et demande aux membres du syndicat de définir les limites de la délégation de pouvoir qu'ils souhaitent lui accorder, pendant la durée de son mandat.

Il est donc proposé, aux membres du Comité Syndical, de déléguer au Président, jusqu'à la fin de son mandat, les attributions suivantes, en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) :

1/ CONVENTIONS

- Passer, conclure et signer les contrats et conventions de toutes natures, ainsi que leurs avenants, entrant dans le domaine de compétences du syndicat dont les montants sont inférieurs ou égaux à **214 000,00 € H.T.** (à l'exclusion des Marchés Publics et des conventions de Délégation de Service Public),

2/ FINANCES

➤ Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget ou aux opérations de gestion active de la dette hors contrats de couverture de risque de taux, aux remboursements d'emprunts par anticipation et passer les actes nécessaires (conventions et avenants) dans la limite des inscriptions budgétaires,

➤ Procéder à la réalisation de lignes de trésorerie dans la limite maximum de **2 000 000,00 €**, et passer les actes nécessaires,

➤ Procéder à la souscription et à la gestion de produits de placement des fonds en vue d'absorber les excédents temporaires de trésorerie dans les limites prévues aux articles L.1618 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

➤ Accepter les indemnités de sinistres de la part des compagnies d'assurance.

3/ OPERATIONS, MARCHES PUBLICS

Concernant les marchés de fournitures et services :

◆ Prendre toute décision, lorsque les crédits sont prévus au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la signature et le règlement des marchés publics de fournitures et de services, pouvant être passés selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique,

.../...

◇ ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat supérieure à 10 % du montant du marché initial, dès lors que les crédits sont prévus au budget et qu'ils n'ont pas pour effet de faire franchir au montant initial du marché le seuil européen de passation des marchés publics (procédures formalisées),

Envoyé en préfecture le 13/10/2020
Reçu en préfecture le 13/10/2020
Affiché le
ID : 034-253401830-20200928-2809_DELEG_PDT-DE

Concernant les marchés de travaux :

◆ à prendre toute décision, lorsque les crédits sont prévus au budget, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la signature et le règlement des marchés publics de travaux, lorsque leurs montants sont inférieurs ou égaux au seuil européen de passation des marchés publics de fourniture et de services (214 000,00 € H.T. au 1er janvier 2020),

◆ ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat supérieure à 15 % du montant du marché initial, dès lors que les crédits sont prévus au budget et qu'ils n'ont pas pour effet de faire franchir au montant initial du marché le seuil européen de passation des marchés publics de fournitures et de services (214 000,00 € H.T. au 1er janvier 2020),

◆ à conclure et signer toute convention de groupement de commandes, de co-maîtrise d'ouvrage dans lesquelles les marchés ou la part des marchés du syndicat mixte sont inférieurs au seuil européen de passation des marchés publics de fournitures et de services.

4/ POUVOIR D'ESTER EN JUSTICE

✓ D'intenter, au nom du syndicat, toutes les actions en justice ou de défendre le syndicat dans toutes les actions en justice engagées contre lui et ce, pour l'ensemble des dossiers susceptibles d'intervention dans ce domaine.

Cette délégation comprendra le pouvoir d'ester en justice, au nom du syndicat, ou défendre le syndicat devant toutes les juridictions en première instance, y compris en appel, en cassation, en référé, et à se porter partie civile devant les juridictions pénales en première instance, en appel et en cassation, à l'exception des cas où la collectivité serait elle-même atraite devant la juridiction pénale.

Cette délégation comprendra également le pouvoir de se désister des actions susmentionnées.

✓ De désigner les avocats, huissiers de justice et experts, fixer leurs rémunérations et régler leurs frais et honoraires,

✓ De déposer plainte, au nom du syndicat, avec ou sans constitution de partie civile, afin de défendre les intérêts du Symbo.

Le Président rendra compte, à chacune des séances de l'organe délibérant, des décisions qu'il aura prises en application de cette délégation de pouvoir.

Enfin, il est proposé en cas d'empêchement du Président ou de perte de mandat, de transférer ces délégations au 1^{er} vice-président et ce, jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Les membres du Comité Syndical, à l'unanimité :

APPROUVENT les délégations présentées ci-dessous.

Fait à Lunel, le 28 septembre 2020

**SYNDICAT MIXTE
du BASSIN de L'OR**
130, chemin de Merles
34400 LUNEL

Le Président,

Claude **BARRAL**

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Envoyé en préfecture le 13/10/2020

Reçu en préfecture le 13/10/2020

Affiché le

ID : 034-253401830-20200928-2809_DELEG_PDT-DE